



© UNICEM Grand Est

Face aux préoccupations de la profession, exacerbées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, et aux enjeux du secteur Construction sur les approvisionnements en matériaux, la hausse du coût des énergies et des matières premières, la CERC Grand Est a souhaité, par la réactivation du Monitoring 5C, relever les difficultés rencontrées par les entreprises, les donneurs d'ordres et les fournisseurs de la région pour mieux accompagner leur réalité quotidienne. **Le point à fin mai ...**

LES MESURES DU PLAN DE RÉSILIENCE

Le gouvernement a présenté le 16 mars dernier, la mise en place d'un Plan de Résilience économique et sociale, dont certaines mesures ciblées pour le BTP.

- La réactivation des Cellules de Crise BTP départementales et la nomination d'un "réfèrent résilience".
- L'accélération de la publication des Index du BTP : publiés depuis début mai 45 jours après la fin du mois, afin d'actualiser plus rapidement le prix des matières premières dans les contrats – **prochain indice le 14 juin**.
- La [circulaire du 30 mars](#) relative à l'exécution des contrats dans la commande publique donne consignes à : l'application de la "théorie de l'imprévision" sur les marchés en cours, la modification des contrats en cours dès lors qu'elle est nécessaire à la poursuite de leur exécution, le gel des pénalités contractuelles face aux difficultés d'approvisionnement, l'insertion d'une clause de révision des prix dans tous les marchés à venir. La circulaire invite au traitement des difficultés analogues dans les contrats de droit privé.
- [PGE Résilience](#) : en complément du PGE Covid (couvrant 25% du CA et disponible jusqu'au 30 juin 2022), les entreprises fortement affectées par les conséquences économiques de cette nouvelle crise peuvent bénéficier de ce nouveau dispositif couvrant jusqu'à 15% de leur CA annuel moyen.
- [Le décret du 5 avril 2022](#) précise les modalités de l'aide exceptionnelle aux TPE et PME de Travaux Publics (<250 salariés, CA < 50M€). Le montant est égal à 0.125% du CA 2021 dans la limite de 200K€. Les demandes sont à déposer sur le site impots.gouv.fr jusqu'au **30 juin 2022**.
- Les dispositifs d'Activité Partielle de Droit Commun (APDC) et d'Activité Partielle de Longue Durée (APLD) mis en place durant la crise Covid restent applicables pour des entreprises dont l'activité serait temporairement ou durablement ralentie, y compris en cas de fermeture volontaire.
- Autres mesures pour préserver la santé financière des entreprises : remise carburant de 0.15€/l pour 4 mois, aides aux entreprises dont les achats d'énergie représentent au moins 3% du CA, le Prêt Croissance Industrie rendu éligible aux entreprises de BTP, plan d'apurement des cotisations sociales et fiscales ...

A LA UNE

PLAN DE RÉSILIENCE ET
INDEX DE PRIX BT - TP

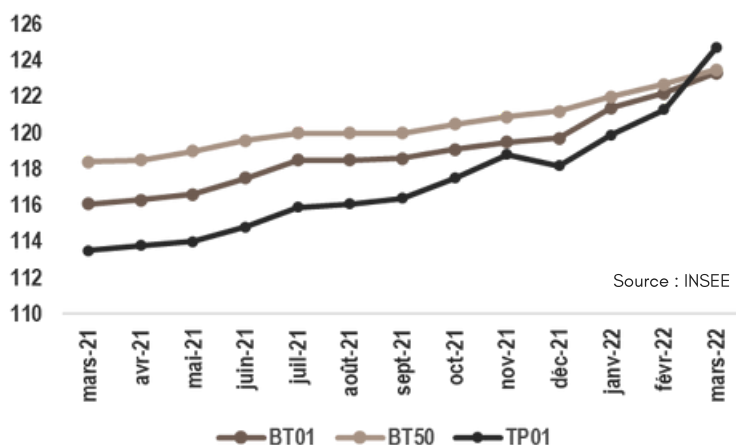
LA SITUATION
ÉCONOMIQUE VUE PAR
LES ENTREPRISES DE
BÂTIMENT ET TRAVAUX
PUBLICS

ACTIVITÉ ET
APPROVISIONNEMENTS
CÔTÉ FOURNISSEURS

QUELLES PRATIQUES
POUR LES DONNEURS
D'ORDRES ?

UN CHOC INFLATIONNISTE
MAJEUR ...

Évolution des Index généraux B, TP sur 12 mois à mars 2022



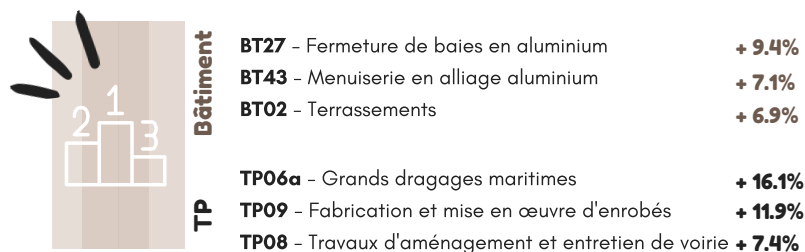
ÉVOLUTION DES INDEX DE PRIX BT-TP

Ces index permettent aux entreprises et aux collectivités locales d'indexer les marchés de travaux de construction.

Publiés le 13 mai, les index généraux BT01 (tous corps d'état Bâtiment), BT50 (rénovation-entretien Bâtiment tous corps d'état) et TP01 (index général tous travaux publics) affichent des hausses comprises entre 4.3% et 9.9%.

Les évolutions des trois derniers mois illustrent une amplification de l'impact des prix sur la trésorerie des entreprises.

Top 3 des Index détaillés - Hausse enregistrée sur 3 mois



Parmi les plus fortes hausses enregistrées sur 12 mois, celles des index BT07 (ossature et charpentes métalliques), BT27 (fermeture de baies en aluminium) et TP07b (travaux de génie civil, béton et acier) dépassent 25%.

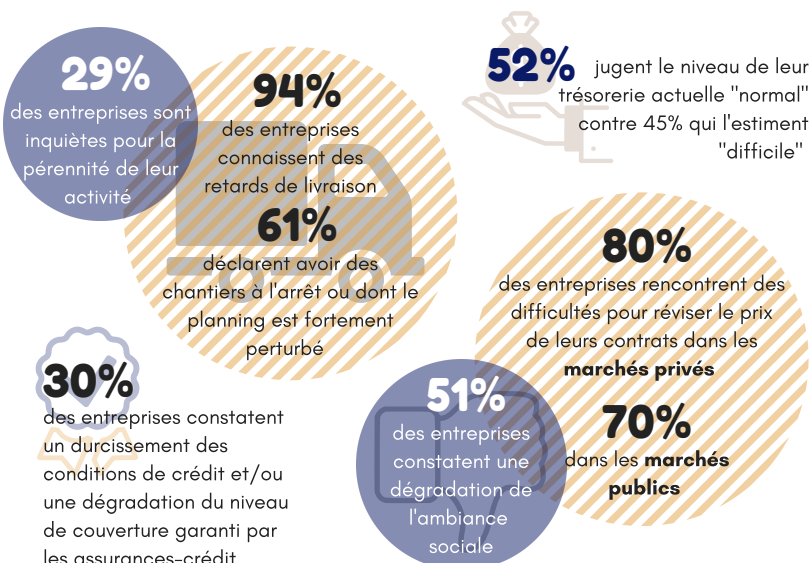
Sur les 3 derniers mois, 15 index enregistrent des hausses de plus de 5%.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE VUE PAR LES ENTREPRISES

Les vagues successives de crises viennent amplifier l'impact sur la santé financière des entreprises du Grand Est. Les surcoûts enregistrés par rapport au chiffre d'affaires (+10% en moyenne), les difficultés de réévaluation des contrats en cours, la réévaluation des salaires pour pallier à la baisse du pouvoir d'achat des salariés ... conduisent à une réduction des marges significative. Les entreprises abordent avec prudence et visibilité réduite l'évolution de leur activité à venir, les inquiétudes quant aux 2nd semestre 2022 et 1er semestre 2023 sont grandissantes.

BÂTIMENT

Près de 65% des entreprises constatent un impact fort sur leur activité. L'approvisionnement difficile de la quasi totalité des entreprises conduit à des perturbations sur les chantiers pour plus de 6 entreprises sur 10. Par ailleurs, une majorité des entreprises connaissent des difficultés pour réévaluer les prix de leurs contrats en cours, en dépit des mesures mises en place. Les durcissements des conditions de crédit et de niveau de couverture des assurances ainsi qu'une dégradation de l'ambiance sociale s'ajoutent aux difficultés majeures, conduisant dès lors à une visibilité future inquiétante pour 43% des entreprises.



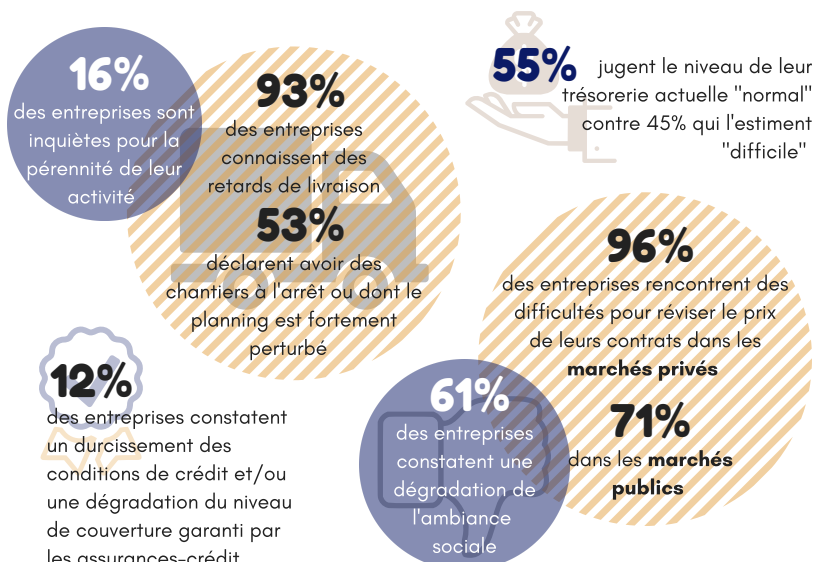
Top 5 des hausses moyennes de prix en Grand Est



31% ressentent des tensions sur les approvisionnements en carburants ou gaz

Nous avons de fortes inquiétudes sur les marges. Les prix des matériaux augmentent à une vitesse très forte et les actualisations ne semblent pas correspondre aux hausses constatées.

Source : Enquête 5C - CERC Grand Est



La crise en Ukraine est un facteur aggravant des difficultés des entreprises. Nous n'arrivons pas à répercuter les hausses ni sur les marchés en cours ni sur les marchés en réponses. Il est très difficile de faire des prévisions actuellement.

Source : Enquête 5C - CERC Grand Est



6 entreprises sur 10 déclarent ressentir un impact fort sur leur activité. L'approvisionnement difficile de la quasi totalité des entreprises conduit à des perturbations sur les chantiers pour plus de la moitié des répondants. Les difficultés rencontrées pour réévaluer les prix de leurs contrats en cours sont d'autant plus importantes pour les entreprises de TP. Malgré des niveaux de trésorerie et de carnet de commandes actuellement "normaux" pour une majorité, la dégradation importante de la trésorerie sur les derniers mois combinée aux faibles perspectives de commandes futures conduisent près de 53% des entreprises à juger l'activité future inquiétante.

Top 5 des hausses moyennes de prix en Grand Est

Énergies (gaz, GNR...)	88,4%
Aciers	47,5%
Béton, bitume, granulats...	37,0%
Bois et PVC	30,1%
Autres métaux (cuivre, alu ...)	29,2%

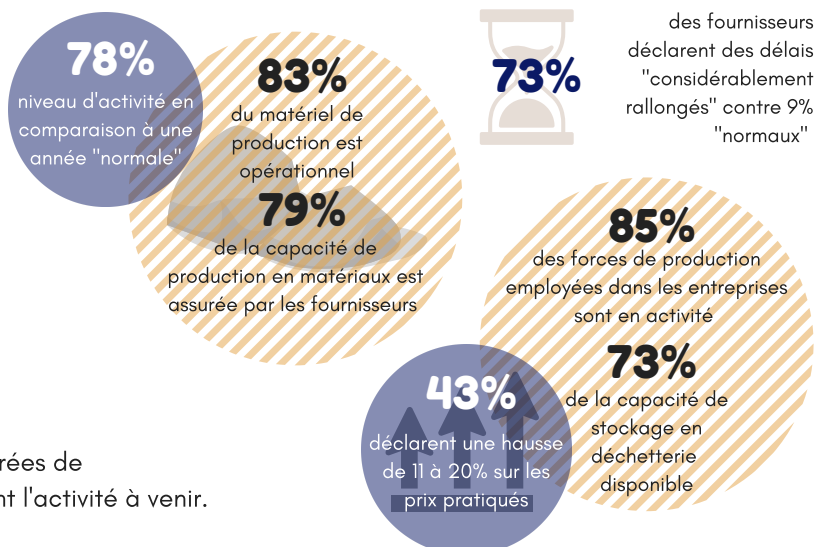


ACTIVITÉ ET APPROVISIONNEMENTS CÔTÉ FOURNISSEURS

Délais rallongés, pénuries, hausse du coût des transports ... la "crise des matériaux" s'installe durablement depuis plus d'un an et la situation s'aggrave depuis le début du conflit russo-ukrainien. En amont de la chaîne de valeur, les fournisseurs font face à une situation inédite quant aux approvisionnements, en cause, une hausse de la demande mondiale suite à la crise Covid et une dépendance aux productions russes de certaines énergies et matériaux : gaz, pétrole, acier...

En dépit des contraintes sur l'offre affectant le système productif, l'activité des fournisseurs est pour l'instant stable avec un niveau d'activité d'environ 80% en comparaison à une année de référence hors crise. La grande majorité d'entre eux s'estime opérationnels quant à leur capacité matériel de production et leur couverture d'activité en termes d'offres de matériaux. Le niveau des prix pratiqués par les fournisseurs est en hausse. Près de 30% déclarent une hausse de plus de 20% sur les derniers mois. Situation pouvant conduire à des tensions commerciales avec les entreprises.

Les incertitudes sur les perspectives de nouvelles entrées de commandes pour le second semestre 2022 menacent l'activité à venir.



Vers une économie plus circulaire ?

Le recyclage et le réemploi des matériaux pourraient présenter une alternative écologique et économique pour répondre aux problématiques rencontrées dans le secteur de la Construction.

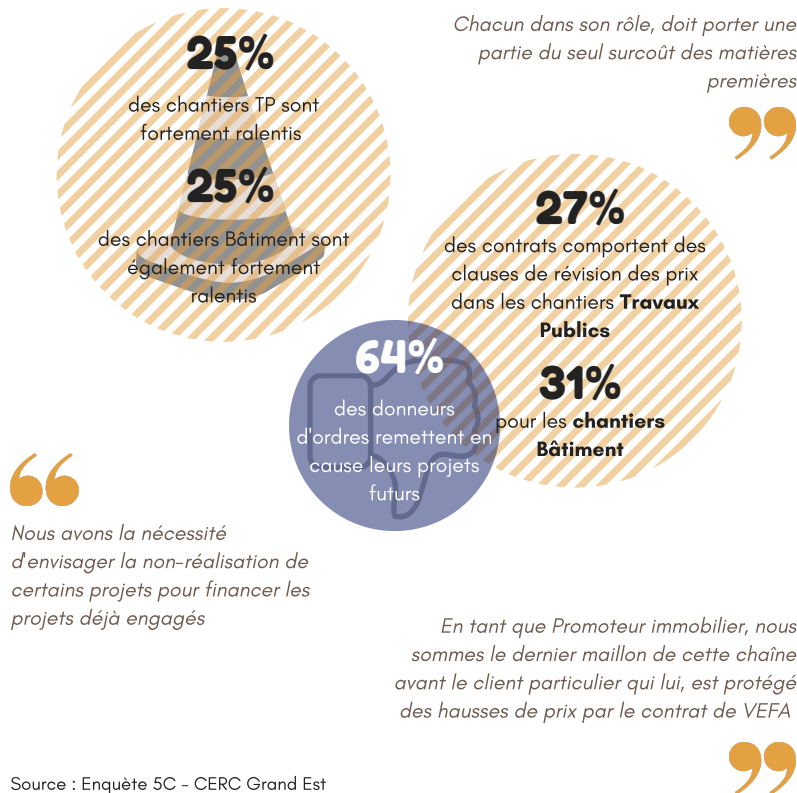
Le développement de ces pratiques constitue un levier d'accélération pour l'économie circulaire dans la Région, permettant l'atteinte des objectifs du SRADDET en cours d'actualisation.

Les livraisons en granulats sont fortement impactées par la situation actuelle du BTP. L'activité est très variable d'une semaine à l'autre, ce qui génère des difficultés organisationnelles dans l'entreprise.

Source : Enquête 5C - CERC Grand Est



QUELLES PRATIQUES POUR LES DONNEURS D'ORDRES ?



Côté donneurs d'ordres, la conjoncture actuelle a pour conséquence d'augmenter le coût des projets en cours et donc de peser également sur leurs trésoreries, qui sont néanmoins historiquement hautes. Actuellement, ils font état d'1/4 de chantiers BTP à l'arrêt ou ralentis. Par ailleurs, seulement 1/3 des contrats en cours comportent des clauses de révisions. Plus de 6 donneurs d'ordres sur 10 déclarent remettre en cause la réalisation de leurs projets futurs, ce qui vient corroborer les inquiétudes des entreprises quant aux perspectives incertaines de la réalisation de nouveaux marchés. Les derniers indicateurs sur la Commande Publique en Région étaient plutôt positifs toutefois on peut s'attendre à une dégradation des appels d'offres sur les prochains mois. Concernant la Commande Privée, les autorisations de logements restent orientées à la hausse en cumul 3 mois à avril 2022 (vs. cumul 3 mois à avril 2021) dans le Grand Est, on enregistre cependant une baisse de 25% sur le seul mois d'avril 2022 (vs. avril 2021).

Source : Enquête 5C - CERC Grand Est

UN CHOC INFLATIONNISTE MAJEUR ...

Selon les chiffres de l'INSEE, l'inflation s'accélère en France et atteint +5.2% au mois de mai 2022, plus haut niveau depuis 1985. Dans le même temps le taux de la zone Euro est annoncé à +8.1% sur un an par EUROSTAT. Selon le ministre de l'Économie Bruno Le Maire ce "pic" devrait encore durer...

La flambée des prix de l'énergie et de certaines matières premières sont les principaux moteurs de cette inflation. C'est pourquoi tous les acteurs de la filière Construction, importants consommateurs, voient leur activité affectée de manière générale. Si l'inflation fragilise les marges des entreprises par le renchérissement des coûts de production, elle contribue également à instaurer un climat fébrile pour les perspectives de nouveaux marchés qui se traduirait par un attentisme fort des maîtres d'ouvrages privés et publics et des ménages. Les derniers chiffres ECLN de mises en ventes affichent par exemple une baisse de 40% des appartements neufs entrés sur le marché dans le Grand Est au 1er trimestre 2022 par rapport au T1 2021.

Parallèlement, la hausse des taux d'intérêts des crédits s'est amorcée et devrait se poursuivre sur les prochains mois, impactant à la fois entreprises, donneurs d'ordres et ménages pour lesquels les conditions financières vont se durcir. Cette situation pourrait conduire à un resserrement des investissements venant se combiner aux difficultés actuelles de révision des marchés et ainsi accentuer les incertitudes sur les carnets de commandes à venir des entreprises.

La conjonction de cet ensemble de facteurs défavorables impactant la filière Construction fait courir le risque d'un coup de frein généralisé de l'économie dans sa globalité.

Contact CERC Grand Est

03.87.62.81.44 | 06.51.85.12.59
contact.cerc@i-carre.net



Avec le concours des membres fondateurs de la CERC :



Et de ses membres actifs et adhérents :



Pour répondre au questionnaire et consulter les résultats en directs



Pour aller plus loin : résultats territoriaux, secteur d'activité, taille d'entreprises ...

BTP Fournisseurs MOA

